

Climat : tous contre Trump (mais qui sait à quoi servent les accords de Paris ?)



Au G7, c'est la panique et la consternation. Malgré le beau temps, malgré les bons repas et les mets goûteux, malgré la bonne volonté de presque tous les membres du G7, Donald Trump a refusé la moindre concession au sujet du climat. C'est intolérable !

Avec
H16

Tout le monde sait, pourtant, que la planète va mal. Tout le monde sait que les températures n'arrêtent pas d'augmen... de changer ! Tout le monde sait aussi que, lorsqu'on voit un ours polaire affamé qui erre sur une banquise en petits morceaux, c'est bien le début de la fin et que les années sont comptées pour l'Humanité !

Dès lors, il apparaît indispensable de tous faire groupe, de rappeler, régulièrement, les efforts que nous devons, tous, faire de façon impérieuse pour que la catastrophe soit évitée. Et l'une des occasions rêvées pour faire corps dans une belle ferveur, c'est justement le G7 où les dirigeants des principales économies de la planète se rassemblent pour prendre de fermes décisions.

Manque de pot, cette fois-ci, le président américain s'est montré intransigeant : Donald Trump a refusé la moindre concession au sujet de la lutte contre le réchauffement climatique.

Il faut dire qu'il était attendu au tournant : lors de sa campagne présidentielle, il avait clairement annoncé la couleur en expliquant, en vrac et plusieurs fois, que le réchauffement climatique était une calembredaine, que les accords économiques et énergétiques passés sous Obama étaient bien trop contraignants et qu'il entendait bien, une fois élu, dénoncer tout cela avec fracas. Dès lors, la position américaine officielle — qui peut maintenant se résumer à un détricotage massif de toutes les décisions climato-afolées prises depuis huit ans par Obama — a eu le don de faire instantanément sortir de ses gonds toute une presse délicieusement éco-consciente : depuis que le Donald est aux manettes, il ne se passe plus guère de semaine sans qu'on nous explique, par le menu, comment telle ou telle administration américaine écolo-centrée va se retrouver privée de fonds par les décisions présidentielles, pourquoi l'avenir de la planète est subitement plus en danger avec le nouveau président américain, et comment vient subitement d'exploser le nombre d'espèces animales passées au broyeur capitaliste.

Et là, c'est le pompon puisque Trump va même plus loin : il a clairement annoncé que, dans quelques jours, il décidera s'il doit sortir les États-Unis des Accords de Paris.

C'est affreux. C'est abominable. C'est catastrophique. C'est...

Mais au fait, c'est quoi, ces accords de Paris ?

Eh bien il s'agit essentiellement d'un pénible texte légal, écrit avec la précision diabolique propre à ce genre de gros traité multilatéral que chaque dirigeant d'un État quelconque doit pouvoir s'engager à appliquer sans gros soucis devant son parlement, ce qui impose donc un niveau d'exigence extrêmement bas. Bien évidemment, ce n'est absolument pas décrit ainsi dans les médias qui ont semblé-t-il pour objectif de présenter ces opérations de marketing politique comme une avancée majeure dans l'histoire de l'Humanité.

Plus prosaïquement, les Accords de Paris ont pour objectif vague de contenir le réchauffement climatique bien en dessous de 2°C, ainsi que diminuer l'usage des énergies fossiles et faire preuve d'une contrition aussi large que possible (et surtout financièrement palpable) vis-à-vis de petits États insulaires qui sont évidemment des victimes dans cette histoire (ne discutez pas).

Comment comptent s'y prendre les participants ? C'est à la fois simple et parfaitement grotesque : outre l'utilisation assez généreuse de poudre de perlimpinpin et du concentré subtil de prouts de licornes, l'idée consiste essentiellement à déverser des tombereaux d'interdictions et de taxes sur ceux qui envisageraient de polluer, de favoriser certaines énergies au détriment d'autres (généralement sans aucun rapport avec l'efficacité), de montrer du doigt et de jeter l'opprobre sur ceux qui refusent de se conformer à la doxa en vigueur.

On le comprend : dans ce cadre, l'Amérique de Trump est à la fois un coupable tout désigné et un bouc-émissaire parfait puisqu'en définitive, c'est bel et bien le capitalisme et l'industrialisation qui sont directement responsables de tous les maux subis par l'Humanité ou, quand ce n'est pas elle, le reste de la Nature. Et le refus du président américain de faire la moindre concession dans le sens voulu par les autres membres du G7 constitue donc une véritable déroute en rase campagne pour les élites de la planète.

Pourtant, il fallait s'y attendre.

D'une part, comme je l'ai mentionné, Trump n'a pris personne par surprise : il avait clairement annoncé qu'il n'entendait pas poursuivre les efforts américains comme sous l'administration Obama. La mine outrée de la pauvre Angela ne devrait rien y changer : au moins le dirigeant américain est-il cohérent, puisqu'il fait ce qu'il dit.

D'autre part, il semble nécessaire de rappeler que du point de vue américain, les accords n'ont pas été ratifiés par le Congrès et ne sont que le résultat d'un décret présidentiel signé par Obama. Trump a donc toutes latitudes pour les annuler, n'en déplaise aux politiciens français comme Ségolène Royal qui persiste à croire, dans son incompetence habituelle, que son morceau de papier serait contraignant.

Enfin, Trump rappelle à peu de frais avec ce genre de décision que personne, en Europe ou ailleurs, ne peut imposer quoi que ce soit aux Américains. La différence essentielle est ici diplomatique : Trump a surtout le mauvais goût de se comporter de façon fort impolie, voire presque rustre, là où Obama faisait toujours preuve de politesse et d'onctuosité pour envoyer balader ses alliés. Mais dans les deux cas, le résultat est le même : les intérêts américains passent toujours avant les petites manœuvres politico-politiciennes des Européens.

En pratique, comme je l'écrivais lorsque les accords de Paris furent proclamés urbi & orbi en 2015, ces accords sont un simple morceau de papier sans grande valeur. Mais jusqu'à présent, ils avaient l'avantage politique assez considérable de représenter une façade, celle d'un front de dirigeants « unis pour sauvegarder notre planète ». Avec ces accords, Obama pouvait continuer de passer pour cet Afro-américain cool et progressiste, aux idées larges et pleines de bon sens que la presse, notamment européenne, encensait régulièrement.

En rejetant ces accords, en les renvoyant dans les limbes de paperasseries inutiles qu'ils n'ont jamais cessé d'être, Trump met les pieds dans le plat et se comporte comme un gros malpoli : il refuse de jouer au jeu, de prétendre, comme les autres dirigeants, faire quelque chose pour la planète. Il a le mauvais goût de rappeler à tout le monde que ces accords ne sont pas contraignants. Mais il y a pire : en refusant de suivre ces accords, Trump retire potentiellement de gros boulets artificiellement écologiques à l'économie américaine. Parallèlement, d'autres pays, malins, feront exactement de même (la Chine ou l'Inde en particulier). En revanche, l'Europe (de Merkel à Macron), drapée dans ses certitudes et son besoin d'unité à n'importe quel prix, va continuer exactement sur la même ligne ; et lorsque l'Amérique de Trump tirera son épingle du jeu, lorsque la Chine, l'Inde ou la Russie s'affranchiront discrètement de ces accords qui, de toute façon, ne mènent à rien, l'Europe persistera.

Finalement, ce n'est pas tant l'impolitesse et l'obstination de Trump qui mortifient à ce point Merkel et les autres dirigeants du G7. Non, c'est bien l'évidence que le président américain assume complètement faire fi d'une opinion publique internationale construite de façon artificielle, et surtout qu'à terme, ce choix donnera un atout économique considérable à son pays. L'Allemagne, la France ou le Canada ne peuvent vraiment pas en dire autant...